



COMPTE RENDU DE LA CAPL de mutation du 1er Mars 2016

NOM PRÉNOM	SERVICE ET RÉSIDENCE D'ARRIVÉE
AZZI LEILA	DIVISION IMMOBILIER
BACHELART JAMES	SIP AVESNES/HELPE (01/01/2016)
BAJARD PIERRE	T. CAMBRAI MUN.(01/01/2016)
BEAUPREZ SEVERINE	ERD LILLE
BEGHIN LAURENCE	DIVISION DEPENSES ÉTAT
BERCKER DOMINIQUE	SIP LILLE OUEST (01/01/2016)
BERNARD DENIS	T. ARMENTIERES
BOULARD DAMIEN	T. PHALEMPIN
BOULOGNE DAVID	SIP LILLE NORD
BOURGEOIS ELODIE	SIE LILLE OUEST (01/01/2016)
CANADA FREDERIC	T. ARMENTIERES
CARY CORINNE	T. SECLIN
CREPIN VIRGINIE	T. SAINT ANDRE
DA SILVA MICHAEL	T. JEUMONT
D'ANCHERA MARINA	SIE LILLE OUEST (01/01/2016)
DASSONVILLE CHRISTINE	SIE LILLE OUEST (01/01/2016)
DAUCHE MARIE	SIP LILLE OUEST (ALD 17/10/2015)
DECOMBREDET PATRICK	SIE GRAND LILLE EST (01/01/2016)
DHERBOMEZ JEAN	CAMBRAI MUN.(01/01/2016)
DUBOIS MICKAEL	SIE MAUBEUGE
DUBOIS VIRGINIE	DIVISION OPERATIONS ÉTAT
DUMONT-PISSARD NATHALIE	SIP LILLE OUEST (01/01/2016)
FOUQUET LYDIE	POLE ICE VAL OUEST (ALD 01/12/2015)
GATINE ROSELYNE	CDIF LILLE 1 (ALD 01/03/2016)
GENGEMBRE SEBASTIEN	CPS (01/05/2016)
GHALEM MALIKA	T. DENAIN MUN.
GRAVEZ ROSELYNE	T. MAUBEUGE MUN. (01/01/2016)
GREVET VALERIE	DETACHÉE MARCQ EN BAROEUL
GUIDOUX FRANCOISE	DOMAINES
GUILBERT MARIE	T. TOURCOING CH
HERBAUT ROMAIN	SIE TOURCOING SUD
KAMINSKI YOANN	DÉTACHÉ DIVISION IMMOBILIER
KASPAR AUDREY	SIP TOURCOING SUD (ALD)
KINZIGER CHRISTELLE	SIE LILLE OUEST (01/01/2016)
LAFORGE LAURENCE	SIP AVESNES/HELPE (01/01/2016)
LANSSELLE ERIC	SIP LILLE OUEST (01/01/2016)
LEMAIRE NATACHA	SIP AVESNES/HELPE (01/01/2016)
LEMAITRE VIRGINIE	SIE ARMENTIERES
LEROY ANNE	T. ANNOEULLIN
LEROY BRIGITTE	T. MAUBEUGE MUN. (01/01/2016)
LUNEL ISABELLE	SIE LILLE OUEST (01/01/2016)
MACHURON CHRISTINE	SIE LILLE OUEST (01/01/2016)
MACHUT LAURENT	T. CAMBRAI MUN.(01/01/2016)

MAHIEUX CECILE	SIP LILLE OUEST (01/01/2016)
MARAMZIN VANESSA	SIP GRAND LILLE EST
MARTIN LEOPOLD	SIP LILLE NORD
MASSON MURIEL	PCE VAL OUEST
MERESSE FLORENCE	DIVISION FISCALITÉ DES PROFESSIONNELS
PESIN MARIE-LAURE	SIE LE QUESNOY
ROBILLART SEBASTIEN	SIE LILLE OUEST (01/01/2016)
TELENCZAK MONIQUE	T. CONDE SUR ESCAUT
THEROUANNE SEBASTIEN	ERD LILLE
THOMAS SYLVIANNE	SIP AVESNES/HELPE (01/01/2016)
TOUBAGHI KHALIDA	SIE ROUBAIX NORD
VERDIERE CHRISTOPHE	SIP VAL LA RHONNELLE (ALD 01/03/2016)
VIANE LAURENCE	SIE LILLE OUEST (01/01/2016)
VILAIN MORGANE	T. CAMBRAI MUN.(01/01/2016)
VILETTE STEPHANIE	DÉTACHÉE SIP LILLE NORD
WARCHE DAVID	SPF VALENCIENNES
YSEBAERT CLAUDINE	SIP LILLE OUEST (01/01/2016)



DECLARATION LIMINAIRE CAPL DRFIP NORD 17 DECEMBRE 2015

Suite au second tour des élections régionales, même si le FN n'a réussi à remporter aucune région, ce parti est malheureusement devenu incontournable dans le paysage politique français. Ces résultats sont encore une fois le signe de la grave crise démocratique et sociale que traverse notre pays et sur laquelle la CGT ne cesse d'alerter. Le chômage et la précarité atteignent des records. La mise en concurrence des territoires accentue les inégalités et la relégation. L'absence de réponse au dumping social généré par la mondialisation capitaliste et par les impasses des politiques libérales et austéritaires menées en Europe notamment en France offre un boulevard au repli nationaliste et à la préférence nationale. Ce qui est en cause, c'est les promesses non tenues et la démission du politique face au marché. La fuite en avant dans la dérive sécuritaire est une impasse qui conduit à normaliser le discours de l'extrême droite.

Il y a urgence à ce que les leçons soient tirées. Par le gouvernement qui a renié ses promesses, comme par l'ensemble des partis républicains. Le syndicalisme est aussi interpellé par ce résultat. La CGT, pour ce qui la concerne, renforcera son travail de terrain et de proximité.

Pour revenir aux événements qui ont touché notre pays au mois de novembre, ces attentats ont provoqué une indignation légitime, une tristesse et un désarroi profond en France comme au-delà de nos frontières. Les agents des Finances publiques ont été touchés au même titre que l'ensemble des citoyens attachés aux valeurs démocratiques et républicaines. La CGT Finances Publiques estime que c'est en renforçant les services publics dans leurs rôles et leurs moyens qu'on pourra obtenir des vrais résultats. Le Pacte social doit primer sur le pacte de responsabilité.

C'est pourquoi, la CGT Finances Publiques réaffirme sa revendication d'un renforcement des services publics d'éducation, de culture, de santé, d'emploi et également de la DGFIP dans tous ses rôles, et l'attribution des moyens correspondants. Elle exige de vraies annonces sur les moyens humains et budgétaires nécessaires pour notre direction, afin de faire face à ses enjeux en matière de contrôle, de finances locales et de cohésion sociale.

Ce n'est qu'à ces conditions que l'Etat pourra contribuer efficacement à démanteler les réseaux terroristes et à les empêcher de nuire.

Les agents ont reçu comme cadeau de Noël de la part de la DGFIP le catalogue des services soucieux avec au programme entre autre:

- Suppression de plus de 2500 nouveaux postes
- Suppression de 1000 trésoreries en 10 ans
- Restructurations mortifères des SIE et de leurs missions
- Déshumanisation du service public imposée par une dématérialisation forcée
- "Surgélation" du point d'indice
- Baisse du budget de fonctionnement
- Attaque sans précédent des règles de gestion

Aujourd'hui, l'administration s'attaque en profondeur au système régissant les mutations et les affectations pour les catégories A, B et C.

-Les mouvements complémentaires A et B du 1er mars 2017 sont supprimés, les demandes de rapprochement de conjoint ne pourront être formulées que jusqu'à fin mai 2016 ;

-Le mouvement spécifique sur poste, pour les B uniquement, sera organisé au cours du dernier trimestre 2016 ;

-Les agents C stagiaires seront maintenus 3 ans dans leur direction et résidence de 1ère affectation (sauf pour les agents faisant valoir leur souhait d'un rapprochement familial) ;

-Les contrôleurs n'auront plus que 5 choix de spécialités au niveau de la demande de mutation nationale et les nouveaux promus B (sortis de scolarité au 1/9/2016) seront maintenus dans leur "dominante Enfip" durant 3 ans ;

-Des fusions éventuelles de RAN (élargissement du périmètre = moins de chances d'obtenir son choix) seront discutées en CTL et transmises à la DG qui réunira un groupe de travail national avant décision de l'administration centrale (3 opérations concernant 2 départements sont retenues dès 2016).

Les élus de la CGT sont engagés dans un bras de fer avec la direction générale pour que celles-ci reviennent sur ses décisions. Nous appelons l'ensemble des agents à continuer à signer massivement la pétition intersyndicale.

Sur la CAP proprement dite, nous actons favorablement la possibilité nouvelle de participation au mouvement local de tous les agents, que la CGT avait demandé, et l'envoi des mesures de gestion au moment de la préparation, néanmoins nous réitérons notre volonté d'obtenir les fiches de souhaits des ALD.

Nous réaffirmons notre attachement au mouvement complémentaire national et local.

Concernant les EDR, la CGT s'étonne qu'il n'y ait pas dans les documents préparatoires le zonage géographique.

De plus la CGT déplore l'absence de vivier constitué pour cette année, la direction ayant décidé qu'il n'y aurait pas d'affectation l'an prochain.

D'autre part, de nombreux agents, ont été étonnés d'être au mouvement définitif alors qu'ils n'apparaissaient pas au projet. (Pour les cadres C passage de 8 au projet à 33 au définitif).

Enfin, certains ont eu un poste fixe au mois de septembre et se retrouvent 6 mois après mutés de nouveau, ce qui est contradictoire avec la vision de la DGFIP. Il semblerait que certains cas on fait apparaître un manque d'informations évident.